

# BLAGNAC, QUESTIONS D'HISTOIRE

## La Retirada

Hommage aux Républicains espagnols



et aussi...

La famille Humbert

Lucien Servanty

Le VG 10

Marcel Carreyn

Pierre Gamarra

Serge Ravanel



# La Retirada : les mois tragiques de 1939

Pour commémorer le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Retirada, nous présentons, tout d'abord, un rappel historique et ensuite les témoignages de Blagnacais « fils et filles de réfugiés espagnols »

On désigne sous le nom de Retirada la retraite des débris de l'Armée républicaine espagnole, accompagnée de nombreux civils, vers la France, en 1939. Elle est la conséquence brutale de la catastrophe qui marque la fin de la guerre civile qui ravageait l'Espagne depuis juillet 1936 (26 janvier 1939 : chute de Barcelone). On peut la définir comme un mouvement migratoire trans-frontalier, parfois suivi d'expatriation vers d'autres pays, essentiellement extra-européens.

## Le déroulement de la « Retirada »

### Les caractères de la « Retirada »

Le mouvement, d'une ampleur insoupçonnée à l'origine, présente trois caractéristiques principales, qui ont profondément marqué son déroulement. Développé dans la précipitation, il frappe par son volume et par l'absence de projet précis des autorités françaises responsables sur le devenir de ces populations.

Car, en France, la surprise fut pratiquement totale. Certes, les mises en garde n'avaient pas manqué. Dès le mois de mars 1938, l'Ambassadeur de France en Espagne, Jean Herbette, et son Attaché militaire, le lieutenant-colonel Morel, avaient attiré l'attention du Gouvernement français sur l'inévitable afflux de militaires et de civils espagnols à la frontière française, « en cas d'effondrement du front militaire républicain ». De son côté, le Consul d'Espagne à Perpignan, Joaquim Camp, avait formulé, quelques mois plus tard, une inquiétude identique. Mais personne, avant le début de 1939, n'avait envisagé un afflux aussi massif, d'autant plus que beaucoup de responsables républicains estimaient alors que leur armée pourrait faire face, comme à Madrid ou sur l'Ebre, pendant encore de longs mois. Morel, pour sa part, avait avancé le chiffre de 20 000 militaires. Il y en aura plus de 200 000, sans compter les civils. A la veille de

Personne, avant le début de 1939, n'avait envisagé un afflux aussi massif

l'exode final, le Gouvernement républicain espagnol présentait à Georges Bonnet, le Ministre des Affaires étrangères français, une demande d'accueil pour « 150 000 personnes au maximum, femmes, enfants et vieillards », sans se poser, semble-t-il, la question du sort des combattants eux-mêmes. Cette demande fut, d'ailleurs, repoussée à la fin de janvier, alors que les entrées massives avaient déjà commencé.

### Les grandes phases de la « Retirada »

Il faut tout d'abord souligner que les mouvements de reflux vers la France, provoqués par les aléas de la situation militaire, ne commencent pas en 1939. Ils sont caractéristiques de toutes les périodes de la guerre civile.



Une première vague se développe, en effet, dès l'été de 1936. Assez limitée dans ses effectifs, elle se prolonge jusqu'à la fin de l'année. Elle correspond à ce que Bartolomé Bennassar a appelé « l'exode droitier ». Il s'agit de partisans de Franco, ou tout simplement de « neutres », qui fuient la menace révolutionnaire. Ils proviennent essentiellement de Catalogne ou d'Aragon. Beaucoup ont quitté l'Espagne en bateau par le port de Barce-



lone. Ils se sont réfugiés à Marseille ou en Algérie, avant, pour certains, de gagner les territoires contrôlés par les Franquistes (où ils n'ont pas toujours été très bien reçus).

Dans les mois qui suivent, beaucoup de Basques ont quitté les provinces du nord-ouest pour échapper à la progression des Nationalistes. Mais cette émigration est restée souvent provisoire. La plupart n'ont fait que traverser la France – où ils ont été, en général, très bien reçus, ce qui contraste, nous le verrons, avec l'accueil de 1939 – pour rejoindre la Catalogne et les troupes républicaines. Beaucoup d'entre eux participeront à la grande « retirada » de 1939. On estime à moins de 40 000 le nombre d'exilés encore en France à la fin de 1938 et, parmi eux, beaucoup d'enfants que leurs parents ont confiés à des membres de leur famille ou à



◀ **Afflux des réfugiés au col du Perthus - Bartolomé Bennassar**

▲ **Soldats républicains remettant leurs armes aux gendarmes français - Bartolomé Bennassar**

des amis, car la communauté d'origine espagnole était déjà nombreuse dans le Sud-Ouest de la France avant 1936.

Mais la grande retraite est caractéristique des mois de janvier-février 1939. Le mouvement s'amorce dès les échecs de la bataille de l'Ebre (juillet-novembre 1939) mais il devient torrentiel au moment de la capitulation de Barcelone et de l'effondrement définitif de l'Armée républicaine. Ce réflexe de fuite apparaît comme une véritable « peur collective » qui s'empare des survivants. Il est vrai que la « chasse à l'homme », légalisée par la loi inique de la « responsabilité collective » de février 1939, a commencé dans tout le pays, comparable aux exécutions massives de 1936 en Andalousie. On estime à plus de 10 000 les exécutions sommaires qui ont suivi la victoire nationaliste dans les provinces de Madrid, de Valence et de Murcie. C'est donc un

exode massif, souvent à pied, dans des conditions climatiques très difficiles – l'hiver 1938-1939 a été très rigoureux comme fréquemment à cette époque – parfois sous la menace de l'aviation italienne, qui mitraillait et bombarde les fugitifs. Arturo Barea, dans un roman autobiographique paru à Buenos Aires en 1954, a donné une vision hallucinante de cette retraite infernale : « Le 26 janvier, Barcelone était tombée aux mains de Franco. A cette date même commença l'exode de toutes les villes et de tous les villages de la côte. Les femmes, les gamins, les hommes, le bétail marchaient le long des chemins, à travers la campagne gelée, sur la neige mortelle des montagnes. Sur les têtes des fuyards passaient les avions impitoyables ; une armée ivre de sang les poussait à l'arrière. De petits groupes de soldats luttèrent encore pour la contenir, sans cesser de faire

retraite, mais ils se battaient seulement pour sauver quelques hommes de plus. De pauvres gens étaient encombrés de baluchons misérables ; d'autres plus fortunés à bord de voitures surchargées, s'ouvraient une voie sur des routes congestionnées. Aux portes de la France une file sans fin de fugitifs épuisés et en quête de sécurité attendait qu'on les laisse entrer » (cité par Bartolomé Bennassar, ouvrage donné en bibliographie, page 244).

On peut jalonner rapidement la chronologie de cette tragédie humaine, qui se déroule en à peine plus de quinze jours :

- dès le 27 janvier 1939, le Gouvernement Daladier doit ouvrir la frontière (le Perthus, Cerbère, Bourg-Madame). On estime à 140 000 la masse qui s'est présentée dans les trois premiers jours, constituée presque essentiellement de civils ;

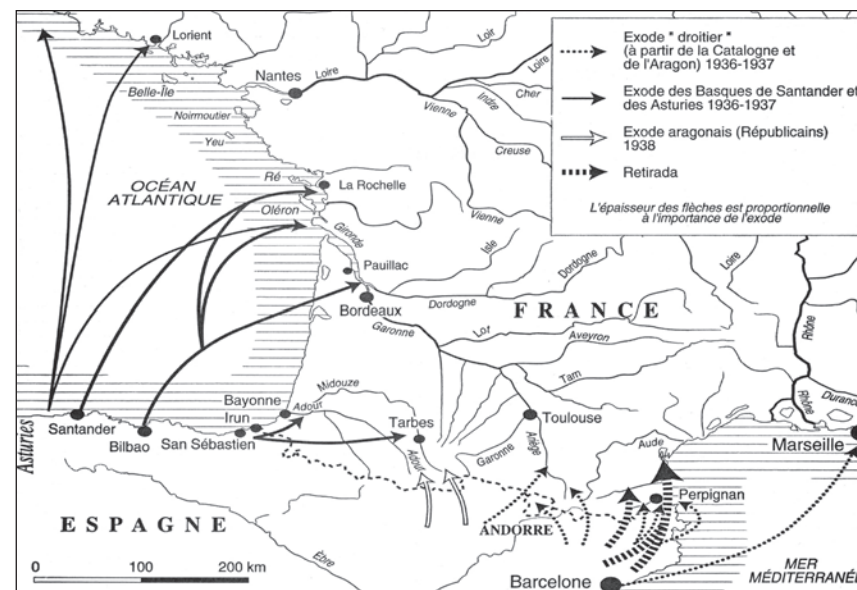
- le 31 janvier, Maurice Sarraut, Ministre de l'Intérieur, se rend en personne à Prats-de-Mollo. Il ne peut que constater l'ampleur du phénomène, devant lequel les autorités locales et régionales sont totalement débordées ;

- le 5 février, plusieurs journaux français publient un appel commun pour que « la France acceptât l'honneur de soulager l'épouvantable misère des populations espagnoles jetées à la frontière ». Malgré des signatures prestigieuses comme celles de François Mauriac, d'Henri Bergson, de Paul Valéry, de Léon Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., et du Cardinal Verdier, l'appel eut peu d'effets sur l'action d'une administration submergée, même si elle a suscité d'incontestables bonnes volontés ;

- à partir du 5 février, se présentent, dans un ordre relatif, les débris de l'Armée républicaine, qui est systématiquement désarmée par les gendarmes. Les hommes, d'abord regroupés dans des camps de triage, seront rapidement transférés dans des « camps d'internement ». Seule, la « Division Durruti », formée des éléments les plus extrêmes de l'anarchisme espagnol, fut enfermée au fort de Mont-Louis ;

- Le 13 février, la frontière, gardée du côté espagnol par les troupes de Franco, est officiellement fermée par le Gouvernement français.

### Les exodes - Bartolomé Bennassar - ouvrage cité



### Les conditions de l'accueil en France

#### Une masse humaine énorme

Le chiffre total des Espagnols qui ont franchi la frontière, civils et militaires confondus, est très difficile à préciser exactement. Un rapport officiel de l'époque [Rapport Valière présenté au Gouvernement français, le 9 mars 1939] avance le chiffre de 440 000 personnes, dénombrant 220 000 civils, 210 000 militaires et 10 000 blessés. Ces chiffres semblent, en fait, assez proches de la réalité. Les historiens actuels sont à peu près d'accord sur le chiffre de 465 000, dont 170 000 civils.

Ce chiffre énorme, compte tenu de l'aspect instantané du phénomène, explique que personne n'était prêt à encadrer une telle marée humaine et les moyens matériels firent très rapidement défaut (on a estimé à 30 tonnes par jour les besoins en nourriture). Certains produits de première nécessité, comme le bois de chauffage, soulevèrent immédiatement des problèmes pratiquement insolubles. A Argelès-sur-Mer, lors de l'installation du camp, on a abattu les arbres du voisinage, brûlé le mobilier des écoles ou les crosses des fusils récupérés par les gendarmes.



◀ **Port-Vendres -  
février 1939**  
Photo Manuel Moros

### Les camps d'internement (ou « de concentration »)

Dans un premier temps, on s'est efforcé de canaliser l'afflux des réfugiés en les orientant vers des camps de « contrôle » et de « triage », installés à la frontière, en particulier ceux du Boulou et de Bourg-Madame. Les femmes et les enfants furent regroupés dans des centres d'hébergement dont la gestion fut confiée, le plus souvent, aux municipalités. Les hommes furent dirigés vers des camps installés, dans un premier temps, dans les Pyrénées-Orientales : Saint-Cyprien, Le Barcarès, Argelès-sur-Mer, Rivesaltes (le camp Joffre). En mars 1939, ces camps accueillèrent 264 000 personnes, alors que le département ne comptait, à l'époque, que 240 000 habitants.

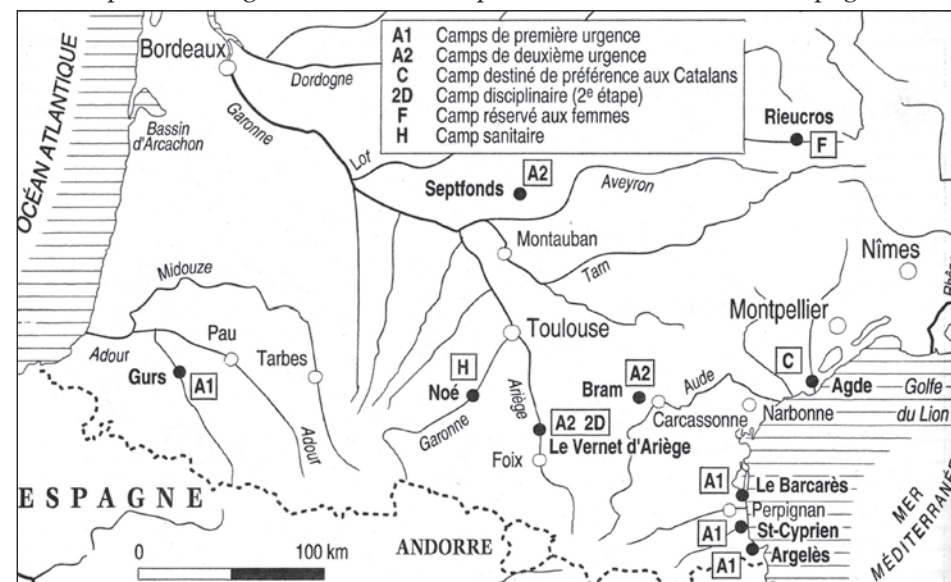
Ces camps d'internement étaient officiellement dénommés « camps de concentration », conformément au décret-loi du 12 novembre 1938 qui autorisait leur création pour le regroupement – c'est le sens du mot « concentration » – d'éventuels réfugiés. On pensait surtout, à cette date, au regroupement des Juifs allemands expulsés par les nazis - et qui affluaient en territoire français. Ces camps du Sud-Ouest de la France ont beaucoup contribué – et, hélas, souvent à juste titre – au développement de la « légende noire » qui entoure encore aujourd'hui l'accueil des

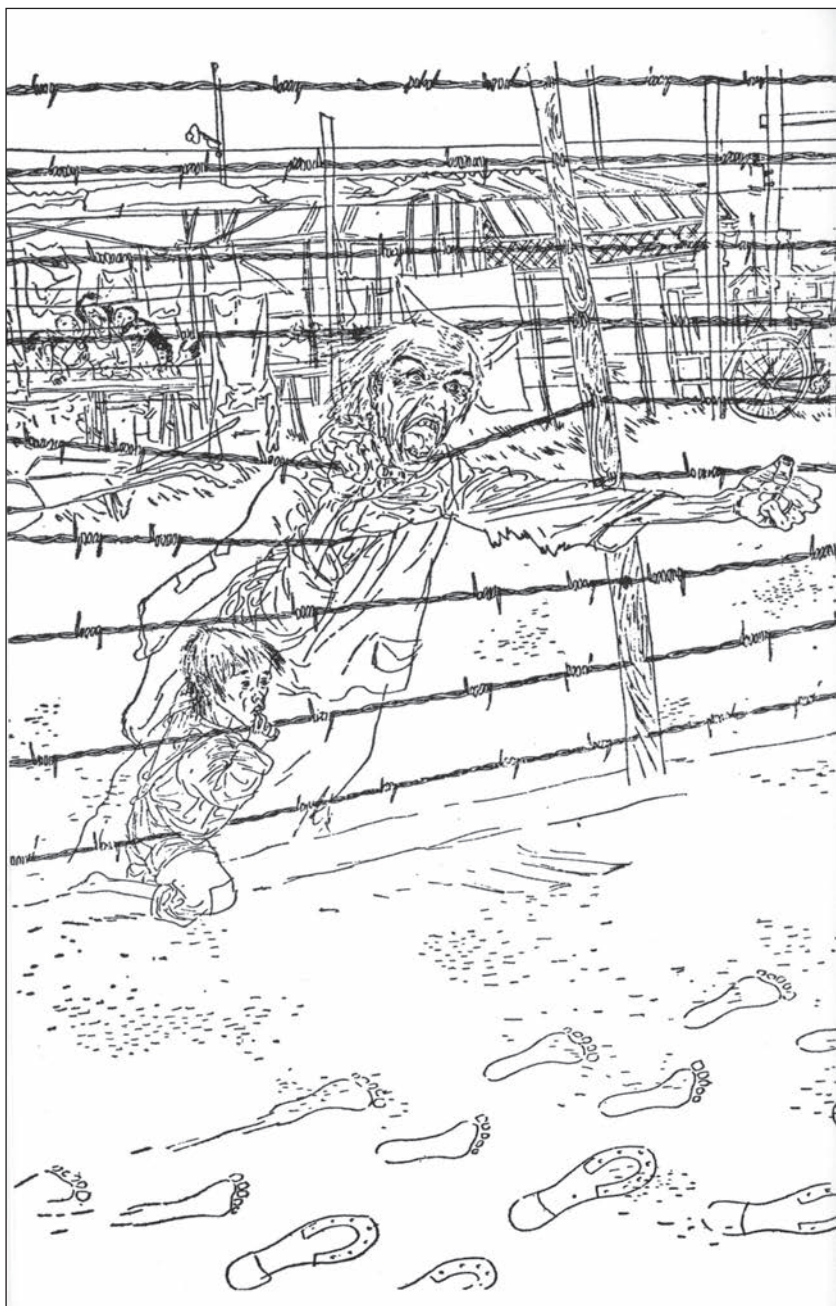
réfugiés républicains en France.

En raison de la totale improvisation qui a présidé à leur organisation, les conditions de vie y sont souvent déplorables. Bartolomé Bennassar présente ainsi le camp d'Argelès-sur-Mer : « Le camp est installé sur la plage, battue par les vents, dans des conditions défiant toute description : ni tentes, ni cuisines, ni points d'eau, ni sanitaires, ni latrines ». Et ce camp a vu défilé, en quelques semaines, près de 100 000 hommes. A Saint-Cyprien, le camp est implanté dans une zone considérée autrefois comme « zone paludique ». Dans ces conditions, les maladies épidémiques firent rapidement leur apparition dans les camps. De février à juillet 1939, 15 000 personnes y seraient mortes de la dysenterie.

▼ **Les camps de « concentration » des réfugiés espagnols - Bartolomé Bennassar - ouvrage cité**

L'entassement des réfugiés dans ces installations plus que précaires a perduré longtemps. A la fin d'avril 1939, on dénombrait encore 43 000 réfugiés à Argelès-sur-Mer (mais ce camp aurait vu défilé 100 000 personnes), 70 000 au Barcarès, 30 000 à Saint-Cyprien. Les camps de Septfonds, Gurs, Agde, Bram tournaient autour de 15 000. Au total, à la fin du printemps, près de 250 000 républicains espagnols restaient internés dans les camps. On comprend que, dans ces conditions, certains aient préféré émigrer vers les Amériques ou, même, rentrer en Espagne, où ils





◀  
Dessin -  
extrait de  
«La retirada»  
Josep Bartoli -  
Actes Sud BD

ont été, le plus souvent malgré les promesses faites, arrêtés et exécutés en dépit des amnisties (les « indultos »), concédées avec parcimonie et sans aucune garantie sérieuse. Ces faits sont à rapprocher du sort des exilés espagnols, livrés par le Gouvernement de Vichy, et qui furent, tous, jugés et exécutés.

Malgré tout, la situation s'est progressivement améliorée au cours de l'été de 1939. La population des camps initiaux diminue alors rapidement. Ceux qui pouvaient justifier d'une famille en France ont été libérés des camps. Dès le 29 janvier, en effet, une circulaire confidentielle adressée par le Ministre de l'Intérieur aux préfets des départements concernés, leur fournissait la liste des départements d'accueil vers lesquels ils pouvaient orienter des trains de réfugiés (essentiellement des femmes et des enfants). De février à juin, l'importance de ces convois alléga d'autant le nombre des personnes recensées dans les camps. Beaucoup se sont retrouvés dans les départements du Sud-Ouest, souvent dans les villes comme Toulouse ou Bordeaux où existaient déjà des communautés espagnoles importantes, mais aussi dans les petites villes de la région. On note ainsi un groupe nombreux à Saint-Gaudens et dans les bourgades environnantes. On trouve également des foyers dispersés sur la côte atlantique, dans le Massif central, les Bouches-du-Rhône et même la Région parisienne. Dès le 30 janvier, le Gouvernement avait décidé, par un télégramme adressé aux Préfets concernés, d'organiser des convois vers des départements parfois très éloignés de la frontière pyrénéenne, en particulier les départements bretons. Cette décision provoqua, assez souvent, de vives réticences.

Surtout, les autorités françaises ont créé d'autres camps, hors des Pyrénées-Orientales. Celui des Judes, à Septfonds dans le Tarn-et-Garonne, fut construit dans des délais exceptionnels entre le 27 février et le 18 mars 1939. Ce camp, où furent regroupés 15 000 « miliciens » venant d'Argelès et de Saint-Cyprien, est, certainement, le plus exemplaire des camps édiés à la hâte dans ces semaines tragiques de 1939. Il disposait, en particulier, d'un hôpital et d'une infirmerie, gérés par 9 médecins et 11 assistants. On note, d'ailleurs, que certains de ces camps ont été, en quelque sorte, « spécialisés ». Les Basques et les anciens des Brigades internationales ont été regroupés à Gurs, dans les Basses-Pyrénées (mai 1939), alors que

la Division Durruti était transférée au Vernet en Ariège (souvent décrit comme le pire des camps d'internement). Les Catalans furent installés à Agde et à Rivesaltes, tandis que s'ouvrait à Bram, dans l'Aude, un camp accueillant des « miliciens, mais surtout des femmes, des vieillards et des enfants ». Plus isolé, le camp de Rieucros, en Lozère, reçut la plupart des femmes jugées « indésirables ». On y interna également, après la déclaration de guerre, des étrangers assignés à résidence.

### « La Retirada » hors de France

#### Un cas particulier : l'Afrique du Nord

Un aspect un peu à part lorsque l'on parle des camps – aspect qui a été peu étudié par les historiens – c'est le cas spécial de l'Algérie. On estime entre 10 et 12 000 le nombre des républicains espagnols qui ont gagné les départements algériens, souvent à partir des ports de la côte du sud-est de l'Espagne. Ceux-ci ont d'abord été parqués dans des camps, afin de les isoler de la population à cause de leur dangerosité supposée (camps de Bogar et de Boghari, au sud de Médéa, de Cherchell et de Relizane ; également Bizerte, en Tunisie). Plus tard, à l'époque de Vichy, ils ont été utilisés comme main d'œuvre sur les chantiers du Transsaharien, dans des conditions souvent effroyables subissant la faim, les maladies, les violences délibérées. Plusieurs, comme l'anarcho-syndicaliste Cipriano Mera, furent livrés à Franco par les autorités de Vichy. Condamné à une longue peine de prison, Mera fut libéré en 1946 et put revenir en France. Libérés en mai 1943, assez longtemps après le débarquement allié en A.F.N., beaucoup se sont engagés dans l'Armée française. Certains chars de la 2<sup>e</sup> D.B. (Compagnie du Capitaine Dronne), qui ont libéré Paris, étaient baptisés : Ebre, Teruel, Guadalajara, Brunete, Madrid, don Quijote, Durruti.

#### D'autres pays d'accueil

La France n'est pas le seul pays à avoir accueilli des réfugiés espagnols en 1939. On constate même une « ré-émigration, plus ou moins volontaire, à partir de la France. Le phénomène a parfois repris après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le pays qui a le plus bénéficié de cette émigration est le Mexique où le Président Lazaro Cardenas a accepté l'ouverture des frontières dès le

début de 1939. Cette émigration vers le Mexique est, par la force des choses, socialement assez brillante. On y trouve des intellectuels, des scientifiques (comme le physicien Blas Cabrera), des artistes, des écrivains (comme José Goas ou Tomas Segovia). Cet apport a contribué, incontestablement, au dynamisme mexicain. Juan Marichal, historien et philosophe mexicain, a affirmé que « l'exil espagnol fut une fortune pour notre pays ». Parmi les autres pays d'accueil, on peut évoquer, en Europe, la Grande-Bretagne, en Amérique, le Chili – où l'attitude gouvernementale a été également très favorable – l'Argentine, Cuba, et, dans une moindre mesure, les Etats-Unis.

**Trop souvent, les nouveaux arrivants ont été regardés avec méfiance**

Un problème ardemment débattu entre les spécialistes, non sans arrière-pensées, est celui de l'accueil de réfugiés espagnols en Union soviétique. On estime leur nombre à environ 20 000, essentiellement des cadres du P.C.E. avec des membres de leurs familles. Mais le problème le plus discuté est celui des enfants espagnols évacués vers l'U.R.S.S de mars 1937 à octobre 1938 pour y être mis à l'abri. Beaucoup, incorporés dans l'Armée rouge s'ils étaient en âge de porter les armes, sont morts au cours de la guerre, comme le capitaine Ruben Ruiz, fils de la « Pasionaria », tué à Stalingrad en 1942. Très peu de ces enfants ont revu un jour l'Espagne.

#### Peut-on porter un « jugement » d'ensemble ?

Peut-on, après cette description rapide des « camps de concentration », porter une appréciation globale sur l'accueil fait, en France, aux réfugiés espagnols, en 1939 ?

Incontestablement, les « jugements » portés sur cette période et ces événements ont été – et restent – contrastés et, le plus souvent, très sévères. Encore aujourd'hui, on évoque les « camps du mépris ». Mais peut-on partager totalement le jugement de Francisco Moreno, historien espagnol, qui écrit en 1999 : « Le fait que la France démocratique ait reçu avec des coups, des barbelés et une politique d'extermination les républicains espagnols est une chose que l'Histoire considérera toujours comme un scandale et avec stupeur. »

Mais il faut certainement nuancer. Bartolomé Bennassar note qu'on peut

relever une évolution. Les exilés des premières vagues ont été incontestablement mieux reçus que ceux de 1939. Ainsi, les réfugiés aragonais de la poche de Bielsa, reçurent – comme le souligne Bartolomé Bennassar – « un accueil remarquable et chaleureux ». Le Gouvernement français avait accordé des crédits importants et les autorités espagnoles elles-mêmes avaient souligné ce geste avec reconnaissance.

En 1939, les réactions de la population française ont été, en fait, très diverses. Dans certaines régions – souvent celles qui étaient le plus loin de l'accueil immédiat – les réfugiés ont été bien reçus et l'on relève même des actes de solidarité et d'humanité. Bartolomé Bennassar insiste sur une idée, qui lui paraît essentielle. Mieux vaut le citer in-extenso : « Les réfugiés connurent, selon les temps et les lieux, des jugements injustes, des vexations et du mépris, mais aussi des démonstrations et des actions de solidarité remarquables et même admirables. Ils durent s'accommoder des retards techniques de la France rurale où, en 1939, plus de la moitié des communes rurales, 80 à 90% dans certains départements, ne bénéficiaient pas d'adduction d'eau. Les censeurs contemporains n'imaginent pas ces dures réalités. »

Mais, trop souvent, dans une France qui connaissait une crise multiforme, marquée par une violente résurgence de la xénophobie, les nouveaux arrivants ont été regardés avec méfiance, voire hostilité. Ainsi, dès le 5 février, malgré les mises en garde des autorités, des incidents violents éclatent dans les restaurants de Perpignan au cri de : « A bas les Espagnols ». Bartolomé Bennassar souligne également les erreurs psychologiques imputables aux autorités, qui ont manqué souvent de la compréhension la plus évidente. Un peu de réflexion et de bon sens auraient dans bien des cas évité des blessures et des vexations qui ont contribué à alourdir un climat déjà très difficile. Le fait, par exemple, d'avoir confié la garde de certains camps, enclos de fils de fer barbelés, à des troupes coloniales – des Sénégalais en l'occurrence – fut considéré par de nombreux Espagnols comme une insulte.

En conclusion, nous terminerons par une remarque positive et réconfortante. Beaucoup de ces Espagnols, arrivés en France en 1939, y sont restés définitivement. Certains ont décidé de rentrer en Espagne lors de l'assouplissement des lois franquistes ou, plus tard, à l'époque de la transition

démocratique. Mais la plupart, installés en France, y ont fait souche, ont pris la nationalité française, constituant des communautés hispano-françaises souvent très vivantes. C'est cette situation originale qu'a reconnue récemment la législation espagnole. Une loi, votée en 2007 par le Parlement espagnol, est entrée en vigueur le 27 décembre 2008. Elle permet à tous les descendants (enfants et petits-enfants) d'exilés espagnols ayant fui la guerre civile d'obtenir une nationalité dite « d'origine ».

Les intéressés ont deux ans pour profiter de cette loi (jusqu'au 27 décembre 2010).

#### Bibliographie.

HERMET (Guy). « L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle ». Paris ; P.U.F. ; 1986.

BENNASSAR (Bartolomé). « La guerre d'Espagne et ses lendemains ». Paris ; Périm ; 2004.

MOROS (Manuel). « Février 1939 - La Retirada dans l'objectif de Manuel Moros. » Mare Nostrum ; 2008.

DREYFUS-ARMAND (Geneviève). « L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco ». Paris ; Albin Michel ; 1999.

DREYFUS-ARMAND (Geneviève) et TEMINE (Emile). « Les camps sur la plage. Un exil espagnol » Paris ; Autrement ; 1995.

BARTOLI (Josep). « La Retirada » Actes Sud Bd ; 2009.

**Alain LAURET**

#### **Inscription de la stèle aux républicains espagnols (sur la plage nord d'Argelès-sur-Mer)**

A la mémoire des 100 000 Républicains espagnols internés dans le Camp d'Argelès lors de la Retirada de février 1939.

Leur malheur : avoir lutté pour défendre la Démocratie et la République contre le fascisme en Espagne de 1936 à 1939.

Homme libre, souviens-toi.

# La Retirada à Blagnac : recherches aux Archives municipales

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Blagnac ne compte qu'un petit nombre d'étrangers. Le recensement de 1906 (le dernier disponible avant la Première Guerre mondiale) en dénombre 13, principalement des Espagnols.

Au cours de la guerre et surtout après celle-ci, Blagnac s'ouvre à l'immigration et accueille beaucoup d'Italiens qui profitent des accords passés entre la France et leur pays pour venir travailler dans les fermes de la commune et combler ainsi le vide démographique laissé par la guerre. En comparaison, la progression du groupe espagnol apparaît modeste ; on ne peut d'ailleurs la mesurer qu'approximativement car les recensements des années 20 n'ont pas été réalisés avec toute la rigueur nécessaire (la nationalité des enfants d'immigrés n'est pas clairement indiquée ou subit d'étranges variations d'un recensement à l'autre) ; dans les années 30, les sources sont plus nombreuses, plus variées (registres de contrôle des étrangers, correspondance de la mairie avec la préfecture) et permettent d'approcher un peu mieux la réalité. On passe d'une quarantaine d'Espagnols au début des années 20 à soixante-sept fin novembre 1938. La croissance du groupe n'est pas régulière : elle est en dents de scie. A côté d'éléments stables (familles installées que l'on retrouve d'un recensement à l'autre), il y a des éléments volatils pour lesquels Blagnac n'est qu'une étape dans un itinéraire qui les conduit à Toulouse, dans les villages proches ou dans les départements voisins.

La fin de la guerre d'Espagne, au premier trimestre 1939, va transformer du tout au tout cette situation et amener à Blagnac un flot de réfugiés, durablement condamnés à l'exil. Les arrivées sont peu nombreuses en 1939 même (une dizaine) ; elles se précipitent au 1<sup>er</sup> semestre 1940 (plus de 150 dont 90 pour le seul mois d'avril), se raréfient ensuite (10 d'août à décembre 1940, 16 en 1941). L'onde de la « retirada » n'atteint donc Blagnac qu'avec un temps de décalage qui s'explique par l'évolution de la situation en France. En septembre 1939, l'entrée en guerre prive l'économie française de nombreux travailleurs ; les réfugiés constituent un réservoir de main d'œuvre dont le gouvernement encourage l'emploi : alors vont se multiplier les contrats de travail avec des organismes publics ou des entreprises privées, s'organiser les flux qui vont mener les Espagnols,

**La fin de la guerre d'Espagne va amener à Blagnac un flot de réfugiés, durablement condamnés à l'exil**

en particulier, des camps où ils avaient été regroupés, vers notre commune, entre autres; ils y précèdent d'autres réfugiés, bien plus nombreux, que l'attaque allemande de mai-juin 1940 jette sur les routes du Midi.

Arrêtons-nous sur ce groupe arrivé entre janvier et mi-juillet 1940 pour en dire les spécificités car elles méritent d'être soulignées :

Il est constitué à presque 80% d'adultes dans la force de l'âge (de 20 à 40 ans), avec une écrasante majorité d'hommes (70% environ) qui se partagent à peu près équitablement entre célibataires et hommes mariés ; presque tous sont des travailleurs manuels, ouvriers agricoles et surtout ouvriers du bâtiment et de l'industrie (49 maçons, 10 charpentiers, 10 monteurs-électriciens, mécaniciens, ajusteur, tourneur, manœuvres). Seules, quelques professions échappent à ces catégories : dessinateur, comptable, médecin.

Les femmes sont à 80% mariées et sans profession. Les « actives » se comptent sur les doigts de la main ; elles sont couturière, culottière, modiste, employée, ouvrière industrielle, ouvrière agricole.

D'où viennent les réfugiés ?

- des camps : 85 en sont issus d'après les registres dont 77 pour le seul camp d'Argelès (69 hommes) ; les autres camps cités sont Le Barcarès, Bram, Septfonds et Cherchell en Algérie (8 dont 5 femmes)
- de la Haute-Garonne : 32 dont 28 de Toulouse même (26 hommes)
- d'autres départements : Aude, Aveyron, Calvados, Charente, Doubs, Gard, Indre, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Haute-Saône, Seine, Seine-et-Oise, Tarn, Tarn-et-Garonne : 31 dont 22 femmes. Celles-ci ont connu une plus grande dispersion que les hommes dans l'espace national ; ce sont elles que l'on trouve dans les départements les plus excentriques par rapport à notre région ; c'est le résultat de la politique mise en œuvre par le gouvernement français, soucieux de limiter la concentration des réfugiés dans les régions-frontières ou la région parisienne où les étrangers étaient déjà nombreux.

Que deviennent-ils ? Les documents administratifs malgré leur sécheresse permettent de répondre un peu à cette question :

- Blagnac, pour certains, est une courte halte de quelques jours à quelques

mois ; il y a 2 types de départs, les départs individuels et les départs groupés.

Parmi les premiers, on trouve un retour vers l'Espagne, 2 départs pour la Dominique avec embarquement à Bordeaux ; les autres destinations sont pour la plupart régionales (Toulouse, villages du département comme Caragoudes, Caraman, Merville, Pibrac, St-Cézert, Toutens).

Les départs groupés suscitent la curiosité. Ils se situent pour 3 d'entre eux en avril et mai 1940. Le premier, le 15 avril, concerne 16 hommes, tous arrivant d'Argelès entre fin mars et début avril et partant à Biscarosse où la grande activité est la base d'hydravions, installée par Latécoère dans les années 30 : est-ce leur point de chute ? On sait qu'il y a eu de nombreuses embauches à la Société Nationale des Constructions Aéronautiques du Midi (SNCAM), née de la fusion de Dewoitine et Latécoère ; pour 13 d'entre eux, le départ est définitif ; 3 reviennent fin juin : est-ce lié à la fermeture de la base le 24 juin à l'arrivée des Allemands ? Le deuxième regroupe 7 personnes qui partent le 8 mai pour Boussac dans la Creuse mais 6 d'entre elles reviennent fin juin. Le troisième intéresse 6 personnes dont 2 familles qui le 14 mai partent vers Bagnères-de-Bigorre (Les Espagnols, installés dans les Hautes-Pyrénées avant-guerre ont accueilli beaucoup de leurs compatriotes. Est-ce le cas ?). Le dernier voyage de ce type a lieu le 24 novembre, date à laquelle 11 personnes partent pour Grenade, sûrement pour travailler dans l'agriculture.

Au total, au cours de l'année 1940, 56 réfugiés ont quitté la commune.

Blagnac est, pour beaucoup, le lieu où leur situation se normalise : 62 réfugiés sont recensés entre février et mai 1940 au titre d'admis au droit d'asile ; les liens familiaux se renouent grâce aux autorisations données par la Préfecture au cours de cette même période. La condition impérative du regroupement familial est que le chef de famille puisse assurer subsistance et logement à ceux qu'il accueille, donc qu'il justifie d'un contrat de travail. L'absence de celui-ci motive un des deux refus dont nous trouvons trace. Le regroupement concerne 20 familles ; il peut intéresser l'épouse, les enfants et éventuellement d'autres membres de la famille. Ainsi, Candido B. reçoit sa femme, ses 4 enfants, sa mère, âgée de 74 ans (la doyenne des réfugiés) son frère et son beau-frère, venus de Toulouse, Argelès, Narbonne, Cambo. On peut imaginer le réconfort de telles retrouvailles !

**Blagnac  
est pour beaucoup  
le lieu où leur  
situation  
se normalise**

Blagnac devient pour d'autres le lieu où ils reconstruisent leur vie comme en attestent les témoignages recueillis auprès de leurs descendants.

A partir de 1942, nous ne pouvons plus identifier les réfugiés espagnols avec certitude car le registre qui couvre la période 1942-1947 ne les désigne pas forcément comme tels ; on en dénombre une vingtaine mais les témoignages dont on dispose prouvent que des Espagnols, enregistrés sans désignation particulière sont bien en réalité des réfugiés de la guerre d'Espagne. Dès 1942, la communauté espagnole est la première communauté étrangère de Blagnac avec 179 membres ; elle conserve cette place jusqu'à la fin de la guerre avec de nombreuses arrivées en 44 et 45 (qui compensent largement les départs) et même au-delà de la guerre comme le montre le recensement de 1954 (le seul proche de la guerre dont nous avons pu utiliser les données) : à cette date, Blagnac compte 3 483 habitants dont 297 étrangers qui se partagent essentiellement en deux grands groupes, 149 Espagnols, 130 Italiens.

**Christiane Combelles**

SOURCES :

Archives municipales :

Recensements de 1921 et 1926 (1F2. 6)

Recensements de 1931 et 1936 (1F2. 7)

Registres de contrôle des Étrangers 1931-1938 (2I. 25)

1939-1941 (2I. 27)

1942-1947 (2I. 29)

Réfugiés et Étrangers pendant la Deuxième Guerre mondiale

4H. 26

4H. 27

4H. 47

Archives départementales : recensements de 1906 et de 1954

# La Retirada à Blagnac : témoignages et souvenirs

Après avoir fui leur pays en 1939 et avoir connu des hébergements précaires dans diverses régions de France, de nombreuses familles espagnoles, opposées au régime franquiste, se fixent à Blagnac.

Le témoignage de leurs descendants, enfants ou adolescents à l'époque de cet exil ou nés par la suite, nous permet de mieux les connaître et de retracer leur douloureux parcours.

## Avant la Retirada

Les parents ou les grands-parents de ces témoins accueillent dans la joie, en 1931, la nouvelle République. Grâce aux écoles créées par ce nouveau régime, des instituteurs ou des institutrices enseignent jusque dans les plus petits villages. Auparavant, seuls les privilégiés fréquentaient les établissements scolaires. Ce faisant, la population comptait de nombreux illettrés.

La plupart des familles, de condition modeste, exercent, en Espagne, des métiers manuels : boulanger, tisserand, ébéniste, coiffeur, maçon, conducteur de « golondrinas » (petites barques pour touristes), tiennent un restaurant, travaillent la terre pour eux-mêmes ou, plus souvent, pour un propriétaire qui les traite comme des serfs et auquel ils doivent apporter une partie de la récolte. Un profond sentiment d'injustice les pousse vers les idées « progressistes » des républicains, qui ne sont pas que l'apanage des « petites gens ». Ainsi, une famille blagnacaise descend d'un ingénieur, une autre d'enseignants, une autre encore d'un architecte possédant des biens importants, grande maison et terrains, aussitôt confisqués par les franquistes car appartenant à des « rouges ».

Les femmes font, parfois, quelques travaux de couture à domicile ou travaillent, comme R., dans une usine de confection. Mais, en général, elles se contentent d'élever leurs enfants souvent nombreux.

La plus grande partie habite la Catalogne, les autres à



Combattants républicains près de Huesca (coll. famille Rutés)



Madrid, aux environs de Valence et même à Cordoue et à Jaén en Andalousie.

Lorsque la Guerre civile éclate, en 1936, ils se rallient naturellement à l'armée républicaine, au drapeau rouge, jaune et violet, et militent contre les nationalistes de Franco. Dès le début, la plupart des hommes en âge de combattre abandonnent leur famille et s'engagent. Par exemple : J. P. fait toute la guerre comme sous-officier ; blessé, il reçoit les soins à Barcelone puis repart au combat ; J. R. se retrouve avec son bataillon dans les montagnes, près de Huesca ; M. H. participe à toutes les grandes batailles, « à Madrid, au front de l'Aragon, sur l'Ebre » ; S. C. « entre en résistance avec son frère, combat en Catalogne et revient de temps en temps revoir sa famille, mais lorsque sa fille naît à Blanes, il n'est pas là : il ne la déclarera que deux jours plus tard »...



▲ Carte de transport accordée à Juan Padilla lors de son séjour à Barcelone pour soigner sa blessure (coll. famille Padilla)

La guerre fratricide fait vite rage. Les horreurs communes à toutes les guerres ne l'épargnent pas : blessés, tués en grand nombre, destructions, bombardements, exactions diverses.

## Les premiers déplacements

La fuite vers le nord, conséquence de la guerre et début de la Retirada, commence et se poursuit à mesure de l'avancée des Nationalistes.

A. E. part d'Andalousie avec sa femme et leur fille, mais par malheur ces dernières périssent dans un bombardement. Il continue seul sa marche vers la frontière française.

Devant les atrocités commises et pour échapper aux bombardements, des enfants sont envoyés en Catalogne chez des parents ou des amis.

La famille P. quitte Madrid où le père travaille pour l'armée, dans une usine de parachutes, (ce qui, d'après son fils, lui évitera l'internement dans un camp à son arrivée en France), pour Murcie où naît le fils. Là, des listes sont à la disposition des parents, leur proposant d'envoyer leurs enfants dans divers pays sympathisants : Mexique, URSS ...

« Monsieur P. inscrit ses trois filles âgées de six, huit et dix ans, pour embarquer à Barcelone sur un bateau en partance pour l'URSS. Les parents les font monter dans un bus pour le rejoindre. La mère pleure mais se console en pensant qu'elle les reverra dans trois mois maximum : elle attendra neuf ans !

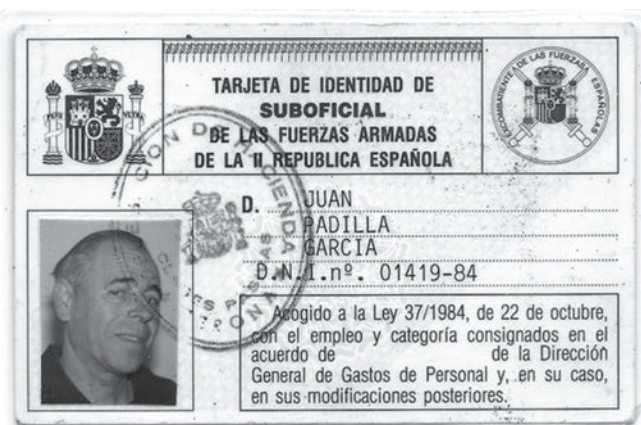
Les fillettes, elles, par contre, ne s'attristent pas outre mesure.

Après plusieurs jours, elles parviennent avec d'autres enfants à Leningrad puis à Moscou où tous sont reçus comme des dieux et installés dans une grande maison.

Ils y apprennent très vite le russe et suivent des cours d'espagnol pour ne pas oublier leur langue maternelle. Durant ces longues années, les trois sœurs vivent confortablement loin des combats. L'une d'elles est particulièrement chouchoutée par une dame qui avait perdu sa propre fille dans un bombardement et qui l'aurait adoptée si elle n'avait pas retrouvé ses parents ». Lorsqu'elles arrivent à Blagnac après la Libération, elles se sentent totalement étrangères, d'autant plus qu'elles ne parlent pas le français <sup>1</sup>.

Ce cas est unique en ce qui concerne les Espagnols réfugiés à Blagnac.

D'autres familles quittent leur ville ou leur village mais pas encore l'Espagne.



▲ Carte prouvant que Juan Padilla était sous-officier (coll. famille Padilla)



▲ Aide internationale - Diplôme délivré à un Blagnacais (coll. famille Padilla)

Certains, trop âgés ou dont l'état de santé ne permet pas de s'enrôler, s'impliquent dans la vie politique ou administrative : M. P. devient le maire de son village.

# La Retirada à Blagnac : témoignages et souvenirs

M. R. avec sa mère et ses sœurs « partent de Tortosa en charrette, emportant tout ce qu'elles peuvent : vêtements, couvertures... et même leurs poules. Elles passent l'Ebre et s'installent à Cambrils, durant trois ans dans une ferme avec d'autres familles. Le père, ayant quatre enfants, est dispensé d'aller au front. Les sœurs de M. R. travaillent dans un hôpital et son frère participe aux combats. Vers la fin de l'été 1938, ce dernier qui, quelques temps plus tard sera tué par un obus, à vingt et un ans, près de Saragosse et enterré dans une fosse commune <sup>2</sup>, vient les rejoindre et leur dit de partir « car des soldats noirs <sup>3</sup> qui abusent des femmes arrivent. » Nouveau départ toujours plus au nord ! Elles font étape à Barcelone, comme bien d'autres familles : les B. qui ont fui Lerida avec leur fils de vingt-deux mois à cause de leurs idées « de gauche » ; F. H., sa sœur P., son beau-frère et leur enfant en bas-âge, sa tante et ses deux cousines ; R. C. avec ses deux filles, A. et L., sa mère, sa sœur, etc.

Mais, bientôt, les bombardements atteignent cette ville. Un drame est évité de justesse. « Le petit A. E., deux ans et demi, joue, insouciant, sur la place du quartier de Barceloneta, près du port. Des avions et leurs engins meurtriers approchent, la marchande de chaussures le tire dans son magasin. Il était temps : des bombes tombent sur les maisons, blessant la mère et la grand-mère d'A. E. qui sont emmenées dans une pharmacie encore debout pour y être soignées avec les autres habitants touchés. »

M. E. a dit à sa femme « quand Franco arrivera à Barcelone, vous partirez vers la France ». C'est le moment : les Franquistes vont prendre Barcelone en ce début de 1939.

## La Retirada

Tous se dirigent, alors, vers la France, persuadés qu'ils vont être bien accueillis. Ce pays étant pour eux celui des Droits de l'Homme, ils sont confiants. « M. P. l'est d'autant plus qu'il y est déjà venu dans les années 1920 pour remplacer la main-d'œuvre décimée par la Première Guerre mondiale. Il a travaillé comme bûcheron dans les Alpes. A cette époque, il a été reçu avec reconnaissance. Ce séjour de quelques d'années durant lequel il a appris à parler, comprendre et lire le français, lui a laissé un très bon souvenir. Revenu dans l'Espagne républicaine, chassé par le franquisme, il se dirige vers la France en pensant que l'accueil sera le même ».

De Barcelone, tous prennent donc la route, les uns en camion comme A. P., prise en charge par l'armée ou la famille de M. R. « qui monte dans le véhicule dont le chauffeur aurait, d'après lui, fait des allers-retours Espagne-France, dans le but de mettre l'or des Républicains en lieu sûr » ; les autres avec des charrettes et le plus grand nombre à pied.

Il pleut, le froid très vif mord les visages et les corps malgré les nombreux vêtements, vestes, manteaux, mis les uns sur les autres. L'aviation allemande et italienne n'a de cesse de bombarder ces files de réfugiés qui, pour éviter les redoutables projectiles, se jettent dans les fossés pleins d'eau. Le chemin de l'exode est long dans ces montagnes : il faut souvent plus d'une semaine pour atteindre la frontière ! Ils s'abritent sous des bâches ou couchent dans des granges lorsqu'ils ont la chance d'en trouver.

« M<sup>me</sup> L. porte son enfant de neuf mois. Lors d'un bombardement, elle lâche sa valise, perd une espadrille : elle arrivera à la frontière avec une seule chaussure. Plus tard, son mari, soldat de l'armée en déroute, récupère,

par un heureux hasard, cette valise ! »

Des objets les plus hétéroclites jonchent les routes et même des animaux errent seuls, délaissés par leurs propriétaires.

## Les suites de la Retirada

Tous ces gens se présentent au Perthus ou à Cerbère dans un état déplorable. Fatigués, épuisés par le manque de nourriture et de boisson, dépenaillés, sales, couverts de boue, de poux, parfois malades, ces candidats à l'exil forment une ligne interminable devant le poste frontière et doivent attendre des heures dans le froid pour y arriver.

Les membres de la Croix-Rouge Internationale essaient de faire preuve d'humanité en dirigeant les blessés, les femmes enceintes vers les établissements hospitaliers de la région. Ils autorisent la jeune Espagnole C. S., qui, en tant qu'infirmière, accompagne des blessés, à aller prodiguer des soins au Boulou puis à l'hôpital de Sète. Par mesure d'hygiène, ils traitent les réfugiés avec un produit ressemblant au DDT, les vaccinent. Pour avoir une trace de leur passage, ils leur font remplir des papiers. La plupart ne savent pas écrire, ignorent totalement le français (ils parlent espagnol ou catalan). Apeurés, hébétés par tout ce qu'ils viennent d'endurer, ils ne se rappellent même pas leur nom ou celui de leur village... Des Espagnoles instruites, peu nombreuses comme M<sup>me</sup> T., les aident à répondre aux questions.

Les autorités françaises, militaires, gendarmes ou douaniers, les laissent franchir la frontière un par un après une fouille minutieuse. Ils entassent, souvent sans ménagement, les femmes, les enfants et les vieillards dans des trains en partance pour différentes régions de l'intérieur de la France.

Leur destination ressemble à une loterie : la chance sourit aux uns et pas aux autres ! Des maires de gauche, communistes ou socialistes, se portent volontaires pour les accueillir dans leur commune. Toute la famille T. se retrouve ainsi en Corrèze avec d'autres réfugiés. Les habitants les reçoivent chaleureusement, leur donnent des vêtements et le maire les installe dans un appartement très confortable. Ce privilège ne dure pas. Dès la déclaration de guerre, le préfet reçoit l'ordre de regrouper les quatre cents réfugiés du département dans une usine désaffectée. Les membres de la famille T. connaissent alors, eux aussi, la vie difficile du camp durant tout l'hiver 1940, particulièrement rigoureux. En mai, un cousin espagnol retrouve le père à Argelès et réussit à réunir toute la famille T. hors des camps. Après Tours, Angoulême, les T. reviennent en Corrèze. La sœur aînée de dix-sept ans épouse un habitant de Tulle qui sera tué au moment de la Libération, la laissant seule avec deux jeunes enfants.

Après un trajet où à chaque gare des gens offrent de la nourriture, M<sup>me</sup> L. et son bébé arrivent à Romilly-sur-Seine. Des ouvriers communistes les hébergent durant treize mois, le médecin du village les soigne toutes les deux.

D'autres ont moins de chance. « M. R., sa mère, sa grand-mère et ses sœurs, après trois jours et trois nuits d'un voyage en train très éprouvant, descendent, sur l'ordre de la police, à Chaumont-sur-Marne. Là, elles sont emmenées en bus avec les autres réfugiés, par groupe de huit ou dix, dans les villages environnants où des familles d'accueil les reçoivent. Ensuite, elles sont envoyées à Vignory dans une maison infecte, pleine de rats. Importante consolation : le père arrive rapidement à les retrouver ! Des Espagnols, venus avant la guerre

viennent les voir le dimanche en leur recommandant de ne pas repartir en Espagne ».

Malgré leur situation, elles ne sont pas les plus mal logées. A Angoulême, Romorantin, Cognac, Cherbourg, Rodez, Saint-Quentin... beaucoup sont « parqués » dans des usines ou des prisons désaffectées.

A Bar-sur-Aube, à leur arrivée, sous le prétexte d'un « épouillage », les gendarmes ordonnent aux femmes, aux enfants et aux vieillards de se présenter tout nus dans la cour. Le sentiment de mépris, d'humiliation n'a jamais quitté la mémoire de M<sup>me</sup> P.

A. E. raconte les conditions de vie dans ces camps improvisés. « Au coup de sifflet, nous sortons tous de nos cellules, et nous nous précipitons vers la salle au rez-de-chaussée où les gardiens servent une nourriture peu abondante : une assiette de soupe très claire et du pain. Pour manger à peu près à sa faim, mieux vaut arriver dans les premiers. Pour aller plus vite, j'ai pris l'habitude de me laisser glisser sur la rampe de l'escalier ; mais un jour... j'ai raté l'atterrissage et j'ai eu très mal ». Pour améliorer l'ordinaire, « M<sup>me</sup> C. sort du camp où elle s'est retrouvée avec ses filles dans l'Aveyron et va chercher des trognons de choux dans les champs ».

A Rodez, la famille H. travaille dans une ferme. C'est dur, mais la nourriture est assez copieuse. Par contre, d'après leur fils « une grosse frayeur les envahit tous lorsque circule la rumeur selon laquelle tous les enfants vont être ramenés en Espagne ; ce qui, bien évidemment, entraînerait le retour des mères. A Perpignan, des femmes se seraient couchées sur la voie ferrée pour empêcher le départ de trains remplis d'enfants ».

Ce funeste projet n'a pas eu de suite. Pourtant, il est vrai que les autorités françaises incitent les réfugiés à retourner dans leur pays.

M. et M<sup>me</sup> B. et leur fils en bas âge arrivent en voiture avec un convoi d'enfants à Annemasse. Ils ont entendu dire que la Suisse est prête à les accueillir. Mais là, grosse déception : pour entrer il faut donner cinq cents francs et ils ne les ont pas ! Ils vont à Dijon, où leurs diplômes d'enseignants n'étant pas reconnus, ils survivent en effectuant des travaux pénibles : ménages pour madame, des terrassements pour monsieur qui meurt d'épuisement, deux ans plus tard, en 1941.

Ce sentiment de déception est également ressenti par un autre couple, M. et M<sup>me</sup> P., mais pas pour les mêmes raisons. Tous les deux avec leur fils, un bébé de deux ans, traversent la France pour s'installer à Lille, pensant pouvoir aller plus facilement depuis cette ville en URSS rechercher leurs trois filles. Mais, la guerre déclenchée par les Nazis, empêche la réalisation de leur vœu.

Bien pire encore, A. E., l'Andalou, qui a perdu sa femme et sa fille lors d'un bombardement en Espagne, est fait prisonnier par les Allemands, peu de temps après son arrivée en France et déporté dans le camp de Mathausen où seront internés de nombreux Républicains espagnols. A la Libération, il en ressortira vivant, tel un cadavre ambulancier, ne pesant plus que quarante-cinq kilos. Les H. le recueilleront et il deviendra « l'oncle » de la famille.

Si les femmes et les enfants connaissent de durs moments, les hommes, militaires ou civils, dès leur passage de la frontière et après la fouille et la prise de leurs armes s'ils en possèdent sont dirigés vers des camps : Argelès, Saint-Cyprien, Le Barcarès, Rivesaltes... n'offrant que le sable comme lit ou table. Monsieur L. qui a ramassé des couvertures et un matelas sur la route est favorisé. Mais, aussitôt arrivé, « trente de ses camarades d'infortune s'entassaient sur son matelas ».

Bientôt des baraquements rudimentaires laissant

# La Retirada à Blagnac : témoignages et souvenirs



▲  
**Camp du Barcarès avec les tentes (coll. famille Rutés)**

passer le froid, s'élèvent sur ces plages. Des tirailleurs sénégalais ou des gendarmes gardent ces camps de « concentration » (le terme ne choque pas à l'époque) entourés de barbelés. La nourriture est plus que frugale : pain et eau, du moins les premiers jours. Les conditions d'hygiène, les vexations dues à leur condition de prisonniers soumis au règlement militaire, humilient ces hommes qui avaient rêvé d'une république accueillante. Le séjour dans le camp disciplinaire du Vernet est pire. Rebelle, militant jusqu'au bout, fidèle à ses convictions M. L., n'ayant pas voulu jurer sur le drapeau franquiste, y est enfermé pendant trois semaines.

Les camps de la côte sont vite saturés, aussi, les autorités françaises en ouvrent d'autres hors du département des Pyrénées-Orientales : à Bram (Aude), Gurs (Basses Pyrénées), Rieucros (Lozère). « J. R., jeune soldat de Sabadell qui a passé la frontière au Val d'Aran, arrive à celui de Septfonds (Tarn-et-Garonne) après avoir connu la plage du Barcarès et son insalubrité : il n'a jamais oublié la chasse aux moryons !

A Septfonds il est responsable de son baraquement.



▲  
**Réfugiés au camp du Barcarès (coll. famille Rutés)**

Lorsque les gardiens annoncent, sans raison apparente, par haut-parleur, que la tente numéro tant doit déménager dans tel autre numéro, il doit s'assurer que ce transfert se passe dans l'ordre ».

Pour avoir double ration de nourriture, certains jouent souvent avec leurs deux patronymes ; en guise de cigarettes, ils ramassent les mégots jetés par les gardiens.

Si peu à peu dans tous ces camps, la distribution de nourriture, les soins s'améliorent, la séparation d'avec la famille, l'épouse, les enfants et l'absence de leurs nouvelles rendent cet enfermement difficile à supporter et les prisonniers n'ont qu'une idée : sortir du camp pour les retrouver !

## L'intégration

Fort heureusement, la Croix-Rouge met tout en œuvre pour que les familles se recomposent, se regroupent sans toujours y parvenir : « la famille S., n'ayant pas retrouvé la trace du père, retourne finalement en Espagne, pour repasser clandestinement la frontière en 1948 après avoir localisé le père en France. »

Des listes circulent de camp en camp, des avis de recherche paraissent dans les journaux : ainsi les mères de famille apprennent où est interné leur époux.

Mais, pour sortir des camps, il faut absolument un contrat de travail qui les mènera plus ou moins rapidement à Blagnac.

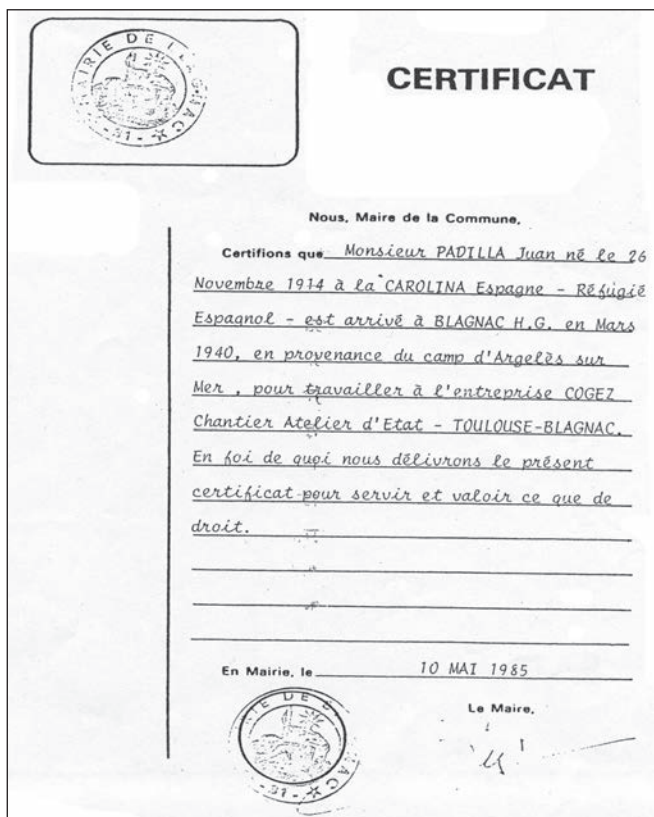
M. L. accepte de poser des rails sur la voie Millau-Rodez. Sa femme le retrouve, ils séjournent à Millau chez des professeurs, militants de gauche. M<sup>me</sup> L. y travaille comme employée de maison. « Mais, très souvent, les policiers effectuent des contrôles. Quand, ils entrent, tandis que sa petite fille reste cachée, elle s'assied sur le canapé, prend un livre et se fait passer pour une invitée. Pendant l'occupation, le couple se déplace et suit l'avancée de la ligne de chemin de fer. C'est à Séverac-le-Château que M. L., n'obéissant pas à l'ordre d'un représentant du régime franquiste, est envoyé au camp du Vernet », comme dit plus haut.

F. H. travaille dans une ferme de l'Aveyron et comme son patron a besoin de bras, elle peut faire sortir son mari du camp de Saint-Cyprien dès novembre 1939. Après dix mois de captivité, J. H. retrouve donc son ancien métier d'agriculteur ; par contre son beau-frère T., ébéniste, aura beaucoup plus de mal car sa profession est très peu recherchée.

J. P., ancien militaire, « quitte le camp d'Argelès et arrive à Blagnac en mars 1940, embauché par l'entreprise COGEZ, chantier-atelier d'État chargé de la construction de la piste de l'aéroport ».

M.E., interné dans le même camp, est envoyé à Blagnac fin 1939 comme électricien à l'AIA (*Ateliers industriels de l'aéronautique*).

Jean-Louis Puig, l'abbé Barthas, dès sa démobilisation, et M<sup>lle</sup> Suzanne Brau l'aident à faire les démarches



▲  
Attestation du contrat de travail chez COGEZ  
(coll. famille Padilla)



L'abbé Emile Barthas (coll. J.L. Rocolle)



Mlle S. Brau - (coll. M. Kermel)



Jean-Louis Puig (coll. famille Puig)

nécessaires pour retrouver sa famille, localisée enfin à Cognac et ramenée à Blagnac par la Croix-Rouge.

Premiers installés à Blagnac, ils logent à côté du premier cinéma, rue Bacquié-Fonade (ancienne rue des Nobles), puis, comme bien d'autres familles espagnoles, dans le vieux Blagnac, autour de l'église, qu'ils appelleront « la Kasbah ».

En 1940, S. C et son frère passent la frontière clandestinement bien après sa fermeture, recherchent leur famille retenue à Saint-Géniez-d'Olt (Aveyron) ; enfin tous réunis, ils s'installent d'abord à Toulouse puis dans les Hautes-Pyrénées où S. C. travaille dans une carrière de marbre. Tandis que le frère préfère monter une petite entreprise de menuiserie à Blagnac. Le travail de la carrière étant pénible, S. C. le rejoint.

Comme la famille E., ils habitent d'abord rue Bacquié-Fonade puis rue du Vieux-Blagnac.

Les P. trouveront, eux aussi, dans ce quartier, en 1947, un logement « pas cher », petit, mais d'une propreté irréprochable, grâce à A., la mère, toujours très digne. Lorsque leurs trois filles rentreront de l'URSS, ce « deux pièces » devient exigu jusqu'au départ des deux plus âgées pour Castres.

La famille C., et toutes les autres, se souviennent de l'action efficace de Mlle Suzanne Brau, tout comme M.N.P. Celle-ci, âgée de onze ans à l'époque, raconte : « Mon père, chancelier au Consulat d'Espagne Republicain à Toulouse, arrive à Blagnac avec ma mère, ma sœur et moi, en 1938. Mais, enrôlé avec sa classe d'âge, il doit nous laisser seules. Après plusieurs mois sans nouvelles, il revient en France avec l'armée en déroute, en février 1939. Qualifié de « rouge », il est arrêté et incarcéré, durant l'occupation, au camp du Récébédou, comme

bien d'autres réfugiés espagnols. Un jour, nous sommes allées le voir, et il a dit à ma mère : « Si vous ne me sortez pas de là, ils vont nous mettre dans des wagons et nous expédier en Allemagne ». Mlle Suzanne Brau, amie de notre famille, m'a prise par la main et nous sommes allées voir Monseigneur Saliège, lui demandant d'intercéder pour la libération de mon père. Je pense que son cas a été également défendu par Monseigneur de Solages, Recteur de l'Institut Catholique de Toulouse. Mon père a été libéré et je garde intact le souvenir de cette visite. Mon père, fidèle à son idéal s'engage dans la Résistance. Recherché pour son action, il est, une fois de plus, sauvé par Mlle Brau qui lui trouve une cachette chez une de ses cousines ».

Mlle Suzanne Brau, très dévouée à la cause des réfugiés espagnols, les aide à se loger, à se vêtir, leur apprend le français, vite assimilé par les enfants, même si à la maison ils s'expriment en espagnol, et que les parents parlent avec un fort accent.

Comme le dit J. P. « Nous avons toujours fait la différence entre l'accueil humiliant de l'armée et de la gendarmerie françaises et celui de la population ».

Parfois, bien sûr, ces réfugiés ont entendu quelques réflexions désobligeantes ou ont été humiliés par des discriminations. L'inscription d'A. L., fillette espagnole, en colonie de vacances est refusée. Une Blagnacaise, outrée, proteste vigoureusement et A. L. partira avec ses camarades françaises. L. P., un jeune homme pourtant muni des diplômes nécessaires, n'est pas embauché à la SNCASE car « le quota d'étrangers est atteint ». « C'est, dit-il, la première fois où je me suis senti différent ».

Mais, généralement, les Blagnacais, outre les personnes déjà citées, aident volontiers ces réfugiés, leur

# La Retirada à Blagnac : témoignages et souvenirs

fournissent du travail comme MM. Carreyn, Raymondis, Battin... J. R., arrivé à Blagnac en novembre 1939, effectue pour eux de petits travaux : couper du bois, transporter des sacs de farine du moulin à la boulangerie en échange d'un morceau de pain... M. E. ramasse des escargots pour les restaurateurs, travaille dans les champs pour les maraîchers... L'entreprise Galaup emploie M. P. et de nombreux autres Espagnols. Tous acceptent n'importe quel métier, même différent de celui exercé en Espagne, en espérant mieux pour l'avenir. Les employeurs apprécient leur sérieux et leur faculté à acquérir des compétences. Pour compléter leurs maigres ressources, les femmes font des ménages ou de la couture. Chez eux, tous, ou presque, ont une vie « fait

main » : la mère coud les vêtements et le père fabrique les meubles.

Parmi tous ces parcours, celui de M. R. fait partie des plus tragiques. Voici son récit : « Lorsque les Allemands envahissent la France, ma famille vit un second exode encore plus douloureux que le premier. Mes parents entassent quelques affaires dans une poussette et nous partons à pied depuis le département de la Haute-Marne. Ma sœur et moi, nous trouvons un vélo abandonné dans un village et nous le prenons. Ainsi, nous allons plus vite que nos parents, nous les attendons un peu plus loin puis nous repartons et ainsi de suite. Nos parents ont la chance de monter dans un camion. Arrivé

à notre hauteur, mon père essaie en vain de faire arrêter le chauffeur qui n'entend pas ses cris et ses coups contre la carrosserie.

Nous voici livrées à nous-mêmes. Je n'ai que quatorze ans et ma sœur dix-sept. Nous continuons à avancer, pensant retrouver nos parents : la rencontre n'a pas lieu. Des gens nous donnent à manger, nous dormons où nous pouvons. Un jour, dans une grange, nous faisons la connaissance de soldats français qui ont perdu leur bataillon dans la débâcle et qui doivent le retrouver à Montauban. Ils nous emmènent avec eux pendant huit jours. Le gradé qui les accompagne leur a dit : « si vous touchez ces jeunes filles, je vous descends ! ». A Montauban, les soldats nous donnent de la nourriture et nous mettent dans le train de Toulouse.

Ma sœur possède l'adresse de son « parrain de guerre » avec lequel elle a entretenu une correspondance et qui deviendra son mari. Il est réfugié espagnol et travaille comme chauffeur pour M. de Marliave, propriétaire du château de Mondonville. C'est donc là que nous voulons aller. A pied, nous arrivons enfin à Mondonville, sales et épuisées. M. de Marliave, parent de la Mère supérieure du monastère de Blagnac, nous héberge pendant trois mois.

Un jour, ma sœur va au village et rencontre des Espagnols qui ont des nouvelles de nos parents. Avertis, ceux-ci viennent nous chercher et nous voilà enfin réunis dans l'Hérault. Mais, nous sommes tous envoyés dans le camp de concentration d'Agde puis dans celui de Rivesaltes. Nous y restons dix-huit mois, souffrant beaucoup du manque de nourriture, de latrines convenables et de soins : ma mère fait une fausse couche... En juin 1941, mon futur beau-frère qui, grâce à l'intervention de M. de Marliave, travaille déjà dans la ferme du monastère de Blagnac, nous fait sortir du camp.

►  
Contrat  
de travail donné  
par M. Raymondis  
(coll. famille  
Rutés)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
31  
ÉTAT CIVIL  
0077  
Rutés  
Nom : Rutés Prénoms : Juan  
né le 10 6 1914 à [illegible]  
de nationalité [illegible]  
résidant à [illegible]  
Le présent récépissé, tenant lieu de permis de séjour, sera valable  
jusqu'au 17 Juin 1943 au 16 Juin 1944 par prorogation.  
Fait à Blagnac le 26 Juin 1939  
Le COMMISSAIRE DE POLICE OU LE MAIRE  
(1) S'il s'agit d'une femme mariée, indiquer d'abord son nom de femme en faisant suivre de son nom de jeune fille.  
PROROGATION DE LA VALIDITÉ DU PRÉSENT RÉCÉPISSÉ  
Validité prorogée du [illegible] au [illegible]  
Fait à [illegible] le [illegible] 1939  
LE COMMISSAIRE DE POLICE OU LE MAIRE

DEMANDE DE CARTE DE PREMIER DÉPART

Le titulaire exerçant la profession de ouvrier agricole  
a souscrit un contrat de travail pour une durée de trois mois  
à compter du 17 Juin 1943 avec M. J. Raymondis  
demeurant à Blagnac rue de la Vierge

Ce contrat a été visé sous le n° 1128 par le Ministère du Travail et le Ministère de l'Agriculture.

(1) Biffer la ou les mentions inutiles.  
(2) Adresse complète.

N. B. — La catégorie « travailleurs agricoles » comprend les travailleurs de l'agriculture et les ouvriers forestiers. Le contrat produit doit porter le visa du Ministère de l'Agriculture. La catégorie « travailleurs industriels » comprend tous les travailleurs non agricoles ou non forestiers. Le contrat produit doit porter le visa du Ministère du Travail.

AVIS IMPORTANT. — Le présent récépissé ne sera valable que si toutes les mentions relatives au contrat de travail sont exactement remplies, y compris le numéro du visa du Ministère du Travail ou de l'Agriculture.



▲  
**Camp de Rivesaltes (coll. famille Roig)**

Les religieuses exigent beaucoup de nous, nous traitent sans ménagement, sans gentillesse... Nous les quitterons vers 1950 pour nous installer dans la rue de la Croix-Blanche, puis rue du 11-Novembre. Je travaille avec beaucoup plus d'entrain chez le D<sup>r</sup> Contie qui prend soin de nous... ».

Le souvenir de cet exode en France a beaucoup marqué M. R, devenue M<sup>me</sup> I. Elle ne peut l'évoquer sans avoir les larmes aux yeux et elle ne l'oubliera jamais.

Ces réfugiés forment de la main-d'œuvre facile à trouver pour les Allemands. M. T., en Corrèze, devenu exploitant forestier, après avoir connu la vie des camps, cache des ouvriers pour leur éviter le STO. Par contre les trois frères de M. P. sont envoyés à Sète par les Allemands pour travailler à l'aménagement du port, en prévision d'un débarquement. Elle les suit dans cette

ville. Là, elle fait la connaissance de son futur mari, ami de ses frères.

Ce réfugié, originaire de Valence, a obtenu son diplôme de professeur d'histoire en 1933. En France, il ne peut pas exercer cette profession. Il épouse M., en 1947, sans papiers puisque la frontière est encore fermée.

Les parents apprécient beaucoup les mariages entre Espagnols et poussent, sans les obliger, leurs enfants dans ce choix. M. R. se marie avec I. I., embauché pour la construction de l'aéroport, qui a quitté sa famille espagnole en 1939 et dont le cas, comme tant d'autres, est très douloureux. En effet, « sa mère a été emprisonnée sous le prétexte d'avoir tenu des

propos calomnieux envers un voisin. Elle ne pourra pas partir d'Espagne sous Franco. Il la reverra, avec beaucoup d'émotion, seulement vingt ans plus tard. Son père, condamné à mort par le régime franquiste, réussit à passer la frontière et à entrer en France ».

Voici encore quelques exemples parmi bien d'autres : A. L. épouse le Madrilène L. P., « après l'avoir rencontré au bal chez Gouin » ; J. P. l'Andalou, « redevenu boulanger, se marie avec R., originaire de Valence, serveuse à l'hôtel-café-restaurant Barthès » ; le Catalan, J. R., fait de même avec C. R.

A Blagnac, comme ailleurs, les Espagnols aiment se retrouver entre eux. Le dimanche, ils organisent des pique-niques dans le Ramier, parfois des fêtes, à la Bourse du Travail à Toulouse, mangent la paëlla, chantent des airs de leur pays. Selon l'expression d'un de leurs descendants « sans être contre les Français, ils vivent dans un monde à eux ».

Malgré « leurs divergences politiques et leur vision différente de l'avenir selon qu'ils sont anarchistes, communistes, socialistes... une grande solidarité règne entre eux ».

En octobre 1944, grâce au PCF et aux guérilleros espagnols, un petit château, 15 rue de Varsovie à Toulouse, abandonné dans un état déplorable par les Allemands, est transformé en hôpital pour y soigner tous les réfugiés espagnols. Les services de santé militaires français offrent du matériel médical et des

▼  
**Carmen et Juan (coll. famille Rutés)**



# La Retirada à Blagnac : témoignages et souvenirs



▲ Fête à la Bourse du Travail (coll. famille Herencia)

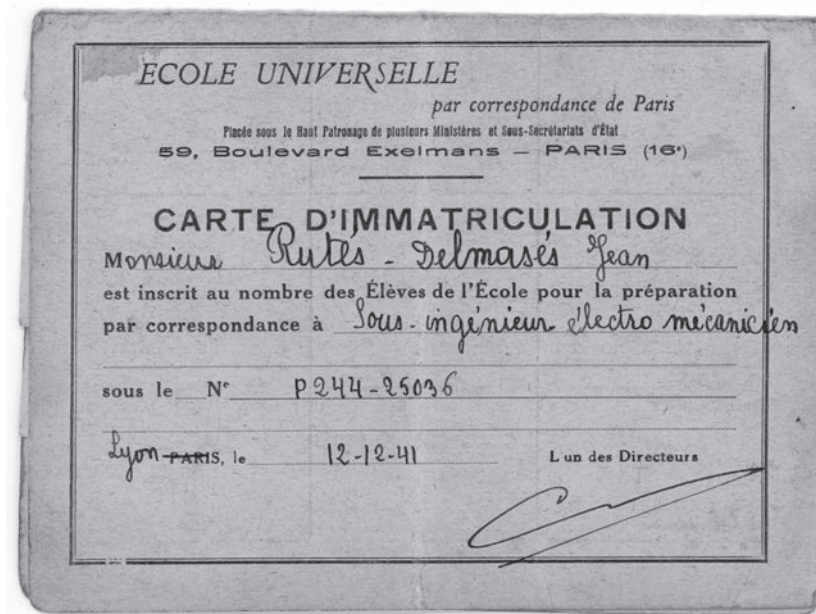
médicaments. F. H. y sera très bien opérée de l'appendicite mais apportera ses propres draps car cet hôpital ne les fournit pas par manque de moyens financiers.

Ils essaient de garder le contact avec l'Espagne. Ils écoutent la radio : « Pyreneica », « Radio española independiente » où des journalistes républicains espagnols parlent de ce qui se passe sous le régime franquiste. Ils aident tous ceux qui n'ont pas pu fuir, tous les prisonniers politiques retenus en Espagne en faisant des collectes. Des organisations clandestines existent à Toulouse, très surveillées par la police française.

A la Libération, la plupart d'entre eux, ayant qualifié leur « séjour » en France de « provisoire », se disent : « Faisons la valise, nous rentrons chez nous ». Ces réfu-

giés politiques pensent, en effet, que « toutes les dictatures vont tomber ». Aussi, comme M. et M<sup>me</sup> P. et leur fils, ils quittent leur lieu de résidence, se rapprochent de la frontière espagnole, arrivent à Toulouse puis à Blagnac où ils savent retrouver d'autres Espagnols. Mais, ils s'aperçoivent vite que le retour en Espagne est impossible et même dangereux, Franco gouvernant toujours le pays. Alors, imitant les premiers Espagnols arrivés à Blagnac, ils « choisissent » de s'intégrer. Les jeunes des deux nationalités vont à l'école et s'amuse ensemble. Les plus âgés s'inscrivent dans des clubs sportifs (football, pétanque...) ou dans des associations culturelles (philatélie...).

Sans oublier la culture espagnole, les parents mettent un point d'honneur à ce que leurs enfants réussissent leur



▲ Inscription à l'École Universelle : l'instruction est si importante que, même adultes, ils continuent des études (coll. famille Rutés)

scolarité, ils les encouragent à s'instruire, ils leur inculquent l'importance de l'éducation qui, pour eux, Républicains, est « un moyen de faire progresser l'Homme ». Les instituteurs blagnacais et les professeurs ne font pas de distinction entre élèves français et espagnols. Bien au contraire, ils essaient d'aider ces derniers au maximum et de les conduire vers des études supérieures.

Grâce à eux et au sacrifice matériel des parents souvent peu fortunés, la majorité des « fils et filles de réfugiés espagnols », ont occupé des postes importants et se sont « élevés dans l'échelle sociale ».



▲ Dans le Ramier (coll. famille Herencia) ▲

Aujourd'hui, parfaitement intégrés, ils n'oublient pas le drame vécu par leur famille. Mais, beaucoup, en regardant leurs deux passeports, se réjouissent de s'y reconnaître : à la fois Espagnols et Français. Et quand, en plus, leurs parents sont enterrés dans le cimetière de Blagnac, ils « se sentent vraiment d'ici ».

Nous remercions infiniment les familles : BARQUE, CARLES, ESCARTIN, HERENCIA, LORENTE, PADILLA, PALLEROLA, PEREZ, ROIG, RUTÉS, SOPENA, TARAVILLO.

Nous demandons aux autres de bien vouloir nous excuser de n'avoir pas pu matériellement les rencontrer.

**Les témoignages ont été recueillis par  
Monique Lanaspèze et Suzanne Béret.**

<sup>1</sup> : Ces jeunes filles ont eu de la chance car sur les 2 500 ou 3 000 enfants envoyés en URSS dans ces conditions, très peu ont revu l'Espagne ou la France, même après 1945.

<sup>2</sup> : La famille apprendra ce décès bien plus tard et ne connaît toujours pas, aujourd'hui, le lieu exact où il est enseveli.

<sup>3</sup> : Il s'agit de Marocains (Maures) de l'armée franquiste.



La place de l'abbé Amouroux en 1940 : dessin du réfugié espagnol Ricard Rutés